

PATRIMOINE Imposition

Réduire son ISF, c'est encore possible

L'ISF, si souvent sur la sellette politique, semble cependant bien installé. Il ne fait l'objet d'aucune refonte cette année et les trois règles qui le gouvernement sont toujours là : détermination de la base imposable, puis application du barème progressif et enfin, prise en compte des réductions sur l'impôt dû. Voici quelques pistes pour faire baisser sensiblement la note.

Ah, l'impôt de solidarité sur la fortune ! Quand vient l'heure de payer la facture, même si la contribution se borne à 2000€, l'agacement pointe son nez ! Pour essayer de l'éviter, il n'existe pas d'autres solutions que de diminuer son patrimoine taxable au-dessous de 1,3 million d'euros.

En effet, pour payer moins d'ISF, deux grandes voies sont ouvertes : agir sur la base imposable ou bien réduire l'impôt obtenu, l'un n'interdisant pas l'autre, tout en sachant qu'elles ne répondent pas au même « timing ». Les déductions sur la base doivent avoir lieu avant le 1^{er} janvier (ou au à défaut, elles seront valables pour l'ISF de l'année suivante), les réductions pouvant, elles, intervenir jusqu'à la dernière minute. Et la première solution, c'est de jouer sur son patrimoine immobilier qui, pour nombre de contribuables, est la pierre angulaire de leur taxation à l'ISF.

1 L'IMMOBILIER

Donner temporairement un usufruit à bail

La pleine propriété d'un bien se compose de deux actifs élémentaires : la nue-propriété, d'une part, et l'usufruit, d'autre part.

On parle de démembrement, lorsque ces deux éléments sont séparés. L'achat de l'une ou de l'autre de ces deux entités est une acquisition en démembrement,

l'une des stratégies les plus efficaces pour baisser la note.

L'usufruitier est, par définition, la personne tiers ayant le droit de jouir du bien et d'en récolter les fruits, ou plus simplement les revenus retirés de la location. La valeur de la nue-propriété et de l'usufruit est déterminée selon différents paramètres, notamment la durée prévisible ou fixée du démembrement (23 % par période de dix ans pleine ou entamée). Le démembrement temporaire constitue un mécanisme très puissant pour réduire l'ISF. L'opération consiste à acquérir un bien immobilier et en donner temporairement l'usufruit à une société exploitante.



Le montant de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME ne peut excéder 45 000 € par an.

En effet, dans le démembrement, c'est à l'usufruitier – le bailleur – de déclarer le bien dans son patrimoine pour sa valeur en pleine propriété. Or, seules les personnes physiques sont assujetties à l'ISF, pas les personnes morales. Le nu-propriétaire n'est donc pas imposable et

l'usufruitier non plus. Le bien échappe donc totalement à l'ISF et ce, en toute légalité.

Hors usufruit, le démembrement offre d'autres avantages : l'absence de revenus fonciers pendant toute la durée du remembrement, ce qui évite une hausse de l'imposition et le devoir de déclarer les revenus au sein des comptes bancaires pour l'ISF, et la possibilité d'acquérir un bien pour environ 60 % de sa valeur.

Attention cependant, le patrimoine étant

« photographié » au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, une acquisition en démembrement temporaire réalisée entre le 2 janvier et le 15 juin d'une année N n'impacte pas l'ISF de l'année N. Elle sera prise en compte au titre de l'ISF N+1.

Donner l'usufruit à ses enfants

Il est possible, notamment par l'intermédiaire d'un bien immobilier ou d'un contrat de capitalisation, de donner temporairement l'usufruit d'un bien. Lors d'une donation, l'usufruit est généralement donné à ses enfants pour une période de dix ans. Certes, cette donation a le mérite d'aider ses enfants, mais également de réduire considérablement le montant de son ISF ! En effet, le législateur a instauré des règles fiscales spécifiques à l'impôt de solidarité sur la fortune en matière de répartition de l'assiette taxable pour les biens dont la propriété est démembrée (article 885 G du Code général des impôts) : « *Les biens ou droits grevés d'un usufruit, d'un droit d'habitation ou d'un droit d'usage accordé à titre personnel sont compris dans le patrimoine de l'usufruitier ou du titulaire du droit pour leur valeur en pleine propriété.* [...] »

Donc, aucun abattement n'est applicable sur la valeur en pleine propriété, du fait du démembrement et c'est une présomption irréfragable de propriété. Mais l'usufruitier n'est imposable que sur la fraction de la pleine propriété correspondant au droit dont il dispose : ainsi, l'usufruitier du quart d'un bien ne déclare que le quart de la valeur en pleine propriété.

Ce montage permet de réduire l'ISF du donateur, de permettre aux donataires de percevoir les éventuels revenus du bien, tout en n'étant pas eux-mêmes imposables à l'ISF – sauf, bien sûr, si d'autres éléments du patrimoine leur font dépasser la valeur de 800 000 €.

ISF 2014, mode d'emploi

Plafonnement global de l'ISF

Ce plafond est rétabli à compter depuis 2013. Ainsi, le total de l'ISF et de l'impôt sur le revenu (IR) ne peut excéder 75 % des revenus de l'année précédente (revenus de 2013 pour l'ISF 2014). Il est réservé aux contribuables domiciliés en France. L'excédent éventuel est imputé sur l'ISF dû.

Barème de calcul

Le barème 2014 est identique au barème de 2013. Le seuil d'imposition pour 2014 est fixé à 1 300 000 € : les patrimoines dont la valeur n'atteint pas ce seuil n'y sont donc pas soumis.

S'ils excèdent, le barème est le suivant (P étant le patrimoine taxable) :

Fraction taxable	Taux	Formule de calcul
Inférieur ou égal à 800 000 €	0	$P \times 0$
Entre 800 000 et 1 300 000 €	0,50	$(P \times 0,005) - 4 000 \text{ €}$
Entre 1 300 000 et 2 570 000 €	0,70	$(P \times 0,007) - 6 600 \text{ €}$
Entre 2 570 000 et 5 000 000 €	1	$(P \times 0,01) - 14 310 \text{ €}$
Entre 5 000 000 et 10 000 000 €	1,25	$(P \times 0,0125) - 26 810 \text{ €}$
Supérieure à 10 000 000 €	1,50	$(P \times 0,015) - 51 810 \text{ €}$

Comme on le voit, ce barème comporte un énorme effet de seuil, puisque celui qui atteint 1 300 000 € est imposable dès 800 000 €, alors que celui qui « s'arrête » à 1 290 000 € ne paye rien. Un mécanisme de décote a donc été mis en place, plus exactement remis en place, puisqu'il s'était déjà appliqué trois ans auparavant. Il bénéficie à ceux dont le patrimoine est compris entre 1 300 000 et 1 400 000 €. La réduction est de 17 500 € - 1,25 % P, P étant le patrimoine taxable.

Exemple : M. A a un patrimoine de 1 350 000 €.

Son ISF théorique est de $(1 350 000 \text{ €} \times 0,007) - 6 600 \text{ €}$, soit 2 850 €.

Il bénéficie d'une réduction de 17 500 - 1,25 % de 1 350 000 €, soit 625 €.

Il va donc régler : 2 850 € - 625 € = 2 225 €.

Calendrier de paiement

Il n'y a pas de date unique pour déclarer et payer l'ISF : tout dépend du montant du patrimoine imposable.

Si le patrimoine est compris entre 1,3 et 2,570 millions d'euros, les contribuables le portent directement sur leur déclaration de revenus, sans détailler ni joindre de justificatifs. Ils ont jusqu'au 20 mai 2014 pour remplir leur déclaration papier ou, s'ils déclarent sur Internet, des délais plus longs jusqu'en juin, selon leur numéro de département :

- De 1 à 19 : mardi 27 mai à minuit ;
- De 20 à 49 : mardi 3 juin 2014 à minuit ;
- De 50 à 974-976 : mardi 10 juin 2014 à minuit.

Ces dates sont importantes car elles déterminent les échéances pendant lesquelles vous pouvez effectuer des opérations vous permettant de bénéficier de réductions : achats de parts de FIP ou de FCPI, dons, PME. L'ISF est ensuite recouvré par voie de rôle, distinct de celui de l'impôt sur le revenu. Le redevable peut également décider d'opter pour un paiement mensuel.

Si le patrimoine est supérieur à 2 570 000 €, on revient à la date unique habituelle de déclaration détaillée (n° 2725 SK) et de paiement, soit le 15 juin 2014. Cette date tombant cette année un dimanche, un délai de report devrait être accordé.

2 ORGANISER SA TRANSMISSION

L'Etat octroie la possibilité de transmettre hors fiscalité une partie de son patrimoine à ses enfants, et ce tous les quinze ans.

Ainsi, en 2013, sous réserve qu'aucune donation n'ait été réalisée au cours des quinze dernières années, chaque parent a la possibilité de donner 100 000 € à chaque enfant. Pour une famille de trois enfants, les parents peuvent donc transmettre 600 000 € de patrimoine hors fiscalité (100 000 € par parent et par enfant), ce qui réduit d'autant la base imposable à l'impôt de solidarité sur la fortune des donateurs.

La transmission peut prendre différentes formes : numéraire, actions ou encore parts de SCI (sociétés civiles immobilières), pouvant dans certains cas offrir des avantages fiscaux supplémentaires (effacement de la plus-value latente sur les actions transmises).

Il est également possible d'effectuer la même opération au profit des petits-enfants, selon les mêmes règles, pour une donation par grand parent et petit enfant plafonnée à 31 865 € par part. Des grands-parents ayant trois petits-enfants peuvent ainsi alléger leur patrimoine imposable de 191 190 € (31 865 € x 3 petits-enfants x 2 grands-parents).

Cette donation peut se cumuler avec celle faite aux enfants.

3 EFFECTUER DES DONS

La liste des organismes bénéficiaires des dons est limitative, pour pouvoir prétendre à la réduction d'ISF.

Ainsi pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, les dons doivent être effectués au profit : des établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif ; des fondations reconnues d'utilité publique ; des entreprises d'insertion et des entreprises de travail temporaire d'insertion, des associations intermédiaires ; des ateliers et chantiers d'insertion mentionnés ; des entreprises adaptées ; des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ; de l'Agence nationale de la recherche (ANR) ; des fondations universitaires et des fondations partenariales ; des associations reconnues d'utilité publiques de financement et d'accompagnement de la création et de la reprise d'entreprise.



Ouvrent également droit à la réduction d'impôt les dons et versements effectués au profit d'organismes agréés dont le siège est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

L'agrément est accordé aux organismes poursuivant des objectifs et présentant des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France

Lorsque les dons et versements ont été effectués au profit d'un organisme non agréé, dont le siège est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, la réduction d'impôt obtenue fait l'objet d'une reprise, sauf lorsque le contribuable a produit dans le délai de dépôt de déclaration les pièces justificatives attestant que cet organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France.

Pour le calcul de la réduction d'impôt, les dons pris en compte sont ceux effectués entre la date limite de dépôt de la

déclaration de l'année précédant celle de l'imposition et la date limite de dépôt de la déclaration de l'année d'imposition. Ainsi, pour l'ISF 2014, il est possible de retenir les dons effectués entre le 30 septembre 2013 (ou la date de dépôt de la déclaration de revenus pour ceux qui ont déclaré l'ISF en même temps) et le 15 juin 2014 pour ceux qui ont un patrimoine net taxable égal ou supérieur à 2 570 000 €.

Pour ceux qui ont un patrimoine inférieur, ils doivent le déclarer sur leur déclaration de revenus.

Dans ce cas, la date à retenir est celle du jour de leur déclaration, qu'elle soit en version papier ou par Internet.

La date du don à retenir est celle de la mise à disposition des fonds au profit de l'organisme bénéficiaire (donataire), c'est-à-dire lorsque le don est effectué par remise d'espèces, la date de la remise des espèces ; lorsque le don est effectué par chèque, la date de la remise du chèque lorsque celle-ci est effectuée directement au donataire même s'il ne le porte pas immédiatement au crédit de son compte bancaire ou à la date de réception de la lettre par le donataire si le chèque est adressé par courrier ; et enfin, lorsque le don est effectué par virement, prélèvement ou carte bancaire, la date de l'inscription de la somme au crédit du compte du donataire.

Calcul de la réduction d'impôt

La réduction d'impôt est égale à 75 % du montant des dons effectués par le redevable, retenus dans la limite de 50 000 € par an. Une limite abaissée à 45 000 € pour les personnes sollicitant cumulativement la réduction ISF-PME et ISF dons. Dans le cas où le montant de la réduction d'impôt excède cette limite, la fraction non imputée de cette réduction ne peut donner lieu ni à remboursement au titre de la même année ni à report sur l'impôt dû au titre des années suivantes.

Il en va de même lorsque le montant de la réduction d'impôt excède celui de la cotisation d'ISF.

Exemple (don uniquement)

Le 20 décembre N, un redevable de l'ISF donne à une entreprise d'insertion 80 000 € en numéraire. Sa cotisation d'ISF est de 50 000 €.

L'assiette de la réduction d'ISF est égale à 80 000 €.

La réduction d'ISF est égale à : $80\,000\,€ \times 75\% = 60\,000\,€$.

Le montant de la réduction d'impôt étant supérieur au plafond de 50 000 €, le redevable bénéficie d'une réduction d'impôt de 50 000 € sur l'ISF dû en N+1.

Les 10 000 € de réduction d'ISF non imputés ne sont ni remboursés ni reportés.

4 INVESTIR DANS DES PME, PARTS DE FIP, FCPI ET FCPR

Les PME, ça peut rapporter gros

Les souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises (PME) et les souscriptions de titres participatifs de sociétés coopératives ouvrent droit, sous certaines conditions, au bénéfice de la réduction d'impôt. Il ne peut être souscrit au capital d'une société que lors de sa création (souscription au capital initial) ou à l'occasion d'augmentations de capital ultérieures.

Dès lors, sont exclus du champ de la réduction les titres déjà émis acquis par un redevable de l'ISF, les titres reçus par un redevable par succession ou donation et ceux

La Fondation du patrimoine

Les dispositions du Code général des impôts applicables aux fondations reconnues d'utilité publique sont applicables à la Fondation du patrimoine.

Par suite, les dons effectués à la Fondation du patrimoine ouvrent droit, pour les donateurs, à la réduction d'ISF. Toutefois, dès lors que seuls ouvrent droit à la réduction d'impôt les dons effectués aux fondations reconnues d'utilité publique, les dons affectés à la conservation ou la restauration des monuments historiques privés n'ouvrent pas droit à cette réduction d'impôt.

reçus par un redevable à l'occasion d'opérations de fusion ou de scission.

Lors de l'introduction en Bourse de titres sur un marché organisé – Alternext, par exemple, pour n'en citer qu'un –, l'opération offerte au public peut comprendre à la fois une augmentation de capital et une cession de titres existants.

Dans le cadre de telles opérations, les investisseurs sont susceptibles de bénéficier de la réduction d'ISF à raison des seuls titres nouvellement émis à l'issue de l'augmentation de capital et qui leur auront été attribués au terme de l'opération. Dans la mesure où ils ne constituent pas des souscriptions au capital, sont ainsi exclus du régime les apports en compte courants et les acquisitions d'obligations.

Dans le cadre de souscriptions directes

La société bénéficiaire doit remplir certaines conditions *sine qua non* : être une PME au sens communautaire, c'est-à-dire avoir un effectif strictement inférieur à 250 personnes et un chiffre d'affaires annuel qui n'excède pas 50 millions d'euros, ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros ; avoir son siège de direction effective dans un Etat membre de

l'Union européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein ; ne pas être cotée sur un marché réglementé français ou étranger ; être soumise à l'impôt sur les sociétés (IS) ; compter au moins deux salariés.

Dans le cadre de souscriptions via un holding

La société holding doit satisfaire à l'ensemble des conditions prévues pour les PME.

Calcul de la réduction d'impôt

Le montant de la réduction d'ISF est limité à 45 000 € par année d'imposition. Cette réduction est de 50 % des sommes versées, ce qui en pratique, fait des versements maxima de 90 000 € par an. Le bénéfice de la réduction est subordonné à la conservation des titres pendant une durée minimale de cinq ans.

Ce délai court à compter de la date de la souscription jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant l'année de la souscription. Pour les souscriptions effectuées depuis le 13 octobre 2010, le bénéfice de la réduction d'ISF est par ailleurs remis en cause en cas de remboursement des apports aux souscripteurs avant le 31 décembre de la dixième année suivant celle de la souscription.



Il n'y a pas de date unique pour déclarer et payer l'ISF : tout dépend du montant du patrimoine imposable.

Ainsi, l'avantage fiscal est remis en cause en cas de liquidation amiable de l'entreprise. En revanche, lorsque le remboursement des apports fait suite à une liquidation judiciaire de la société cible, aucune remise en cause n'est effectuée.

FIP, FCPI, FCPR, de bons investissements

Les souscriptions aux parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) ou de fonds commun de placement dans l'innovation (FCPI) peuvent ouvrir droit à la réduction d'ISF.

Pour cela, les fonds doivent investir à au moins 70 % dans des sociétés respectant les conditions suivantes :

- exercer exclusivement une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des

activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier et des activités immobilières. Toutefois, les exclusions relatives à l'exercice d'une activité financière ou immobilière ne sont pas applicables aux entreprises solidaires ;

- ne pas exercer une activité de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil ;
- ne pas avoir ses actifs constitués de façon prépondérante de métaux pré-

Liste des établissements de recherche ou d'enseignement habilités

1. Etablissements publics de recherche à caractère administratif (Epa)

- le Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (Cemagref) ;
- le Centre national de la recherche scientifique (Cnrs) ;
- l'Institut national d'études démographiques (Ined) ;
- l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) ;
- l'Institut national de la recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets) ;
- l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) ;
- l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ;
- l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ;
- le Laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC) ;
- l'Académie des technologies ;
- l'Agence nationale de la recherche (ANR) ;
- le Centre d'études de l'emploi (CEE) ;
- le Centre informatique national de l'enseignement supérieur (CINES) ;
- l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) ;
- l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) ;
- l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST) ;
- la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNIH) ;
- l'Etablissement public du musée du quai Branly (EPMQB) ;

2. Etablissements publics à caractère industriel et commercial (Epic)

- l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) ;
- l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (Andra) ;
- le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ;
- le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ;
- le Centre national des études spatiales (Cnes) ;
- la Cité des sciences et de l'industrie (CSI) ;
- le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) ;
- l'Institut français du pétrole (IFP) ;
- l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) ;
- l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) ;
- l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ;
- l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera) ;

3. Les groupements d'intérêt public (GIP) Recherche

- l'Agence nationale de la recherche sur le sida (Anrs) ;
- l'Institut polaire français Paul-Emile Victor (Ipev) ;
- le Genopole-GIP consacré à la recherche en génomique et au développement d'entreprises de biotechnologies ;
- l'Observatoire de sciences et techniques (OST) ;
- le Réseau national pour la technologie, l'enseignement et la recherche (Renater) ;

- le Centre de recherche du château de Versailles ;
- les Grands ateliers de l'Isle-d'Abeau ;
- le Groupe d'études et de contrôle des variétés et des semences (Geves) ;
- le Groupement d'études et de recherche pour les applications industrielles des lasers de puissance (Gerailp) ;
- le Groupe de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat (Gridaah) ;
- Ecosystèmes forestiers (Ecofor) ;
- l'Alliance nationale pour la recherche agronomique à l'international (Anrai) ;
- Accélérateur pour la recherche en radiochimie et en oncologie à Nantes-Atlantique (Arronax) ;
- le Centre national recherche et développement Nickel et son environnement (CNRT-Nickel et son environnement) ;
- le Cancéropôle Grand Sud-Ouest ;
- le Cancéropôle Ile-de-France ;
- le Centre de compétence en conception de circuits intégrés (C4I) ;
- le Centre national de gestion des essais de produits de santé (Cengeps) ;
- le Centre de recherches en santé-travail-environnement (Ceresite) ;
- le Centre de recherche et d'études sur les procédés d'ignifugation des matériaux (Crepim) ;
- le Centre de recherche en nutrition humaine d'Auvergne, de Nantes et Rhône-Alpes ;
- le Centre d'imagerie et de recherches en neurosciences (Cyceron) ;
- Le Géodérès (expert public pour la gestion des risques liés à l'après-mine) ;
- Mercator-Océan ;
- la Mission recherche droit et justice (MRDJ) ;
- le Réseau régional de télécommunications à haut débit (Recia) ;
- le Groupement pour l'évaluation des mesures en continu dans les eaux et en assainissement (Gemcea) ;
- la Maison des sciences de l'homme-Ange Guépin.

4. Les centres techniques industriels (CTI), les projets de coopération : pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA), centres thématiques de recherche et de soins (CTRS)

5. Les établissements d'enseignement supérieur publics

- les universités auxquelles sont assimilés les deux instituts nationaux polytechniques (INP de Lorraine et de Toulouse) ;
- les écoles et instituts extérieurs aux universités : les écoles centrales de Lille, Lyon, Nantes et Marseille, les instituts nationaux de sciences appliqués (Insa) de Lyon, Rennes, Toulouse, Rouen et Strasbourg, l'Ecole nationale supérieure des arts et industries textiles (Ensait), l'Institut supérieur de mécanique de Paris (Supméca), les universités de technologie (UTC, UTBM, UTT) ;
- les écoles normales supérieures ;

cieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de courses ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools;

- conférer aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société;
- n'accorder aucune garantie en capital à ses associés ou actionnaires en contrepartie de leurs souscriptions;
- ne pas avoir procédé au cours des

douze derniers mois au remboursement total ou partiel d'apports;

- remplir la condition d'effectif minimum salarié.

Calcul de la réduction d'impôt

La réduction d'ISF prévue en faveur de la souscription de parts de FIP, de FCPI et de fonds communs de placement à risque (FCPR) est égale à 50 % du montant des versements annuels effectués par le redevable. Elle ne peut excéder 18 000 €. Le souscripteur doit prendre l'engagement de conserver les parts du fonds pendant cinq ans au moins, à compter de la souscription. Ce délai court à compter de la date de la souscription

jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant l'année de la souscription.

Plafonnement global des réductions

Le montant total de la réduction d'ISF obtenue au titre d'investissement dans les PME, d'achats de parts de FIP ou de FCPI et de dons ne peut excéder 45 000 € par an.

En effet, ceux qui cumulent la réduction ISF-PME et ISF dons voient cette dernière ramenée de 50 000 à 45 000 €. ■

Dominique de Noronha

- les écoles françaises à l'étranger: la Casa de Velázquez de Madrid, l'Ecole française d'archéologie d'Athènes, l'Ecole française d'Extrême-Orient, l'Ecole française de Rome, l'Institut français d'archéologie orientale du Caire;

- les grands établissements qui bénéficient d'un statut particulier fixé par décret: le Collège de France, le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), l'Ecole centrale des arts et manufactures (Ecam), l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess), l'Ecole nationale des Chartes (ENC), l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers (Ensam), l'Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (Enssib), l'Ecole pratique des hautes études (EPHE), l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, l'Institut de physique du Globe de Paris (IPG), l'Institut national d'histoire de l'art (Inha), l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), l'Institut national polytechnique (INP) de Grenoble, le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), l'Observatoire de Paris (OBSPM), le Palais de la découverte, l'université de technologie en Sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine (Paris IX), l'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC), l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (Agro Paris Tech), le Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques (Montpellier Sup Agro), l'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (Isae), l'Ecole des hautes études en santé publique (Ehesp).

- les établissements publics à caractère administratif (EPA) autonomes qui dispensent un enseignement supérieur: par exemple, l'Institut national du patrimoine (INP), le Conservatoire national supérieur d'art dramatique (CNSAD), les conservatoires supérieurs de musique de Paris et de Lyon, les écoles nationales supérieures d'art plastique, les écoles nationales supérieures d'architecture.

- les instituts universitaires de formation des maîtres (Iufm), des écoles nationales supérieures d'ingénieurs (Ensi) régies par le décret n° 86-641 du 14 mars 1986, des écoles nationales d'ingénieurs (ENI), des Instituts d'études politiques (IEP), de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Paris, de l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg I.

- les établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic) qui dispensent un enseignement supérieur: par exemple, l'école nationale supérieure de création industrielle, l'école nationale supérieure des métiers de l'image et du son (la Fémis), l'Institut de pédagogie et de recherche chorégraphique (IPRC) du Centre national de la danse, l'Ecole du Théâtre national de Strasbourg, le Centre des hautes études de Chaillot de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

- le groupe des écoles des télécommunications (GET) qui est un établissement public regroupant en son sein plusieurs établissements d'enseignement supérieur: l'école nationale supérieure des télécommunications (ENST), l'école nationale supérieure des télécommunications de Bretagne (ENSTB), l'Institut national des télécommunications (INT).

- les écoles supérieures d'Art

- l'Ecole européenne supérieure de l'image (EESI).

- les établissements d'enseignement supérieur du spectacle vivant habilités à délivrer un diplôme national ou dispensant une formation conduisant à la délivrance d'un diplôme inscrit au répertoire national des certifications professionnelles.

- l'Institut supérieur des matériaux et de la construction mécanique de l'Ecole nationale supérieure de l'électronique et de ses applications de Cergy (Ensea), de l'Institut français de mécanique avancée (Ifma), de l'Ecole nationale supérieure de la nature et du paysage de Blois (ENSPB), de l'Observatoire de la Côte d'Azur (OCA), du Centre universitaire de formation et de recherche Jean-François Champollion (CUFR Jean-François Champollion), de l'Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés, de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT), de l'Ecole nationale supérieure Louis Lumière (ENSL).

- les CHU, sous réserve que ces dons soient affectés directement et exclusivement à leurs activités de recherche ou d'enseignement.

6. Les établissements d'enseignement supérieur privés

- les établissements privés d'enseignement supérieur libres qui dispensent un enseignement généraliste;

- les établissements d'enseignement supérieur privés rattachés à un EPCSCP;

- les établissements privés d'enseignement supérieur technique qui ont une vocation plus professionnelle: écoles d'ingénieurs, écoles de commerce et de gestion;

- les lycées privés proposant des sections de techniciens supérieurs (STS) et des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE);

- les établissements préparant aux métiers du spectacle vivant;

- les établissements d'enseignement supérieur du spectacle vivant, habilités à délivrer un diplôme national en application de l'article L. 759-1 du Code de l'éducation;

- les établissements de formation des enseignants de la danse et de musique;

- les établissements qui dispensent un enseignement supérieur en art plastique.

7. Établissements d'enseignement artistique publics ou privés